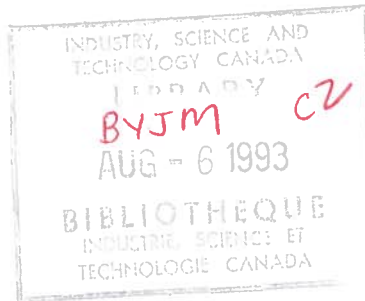


L'informateur économique

du BFDR(Q)

English version available

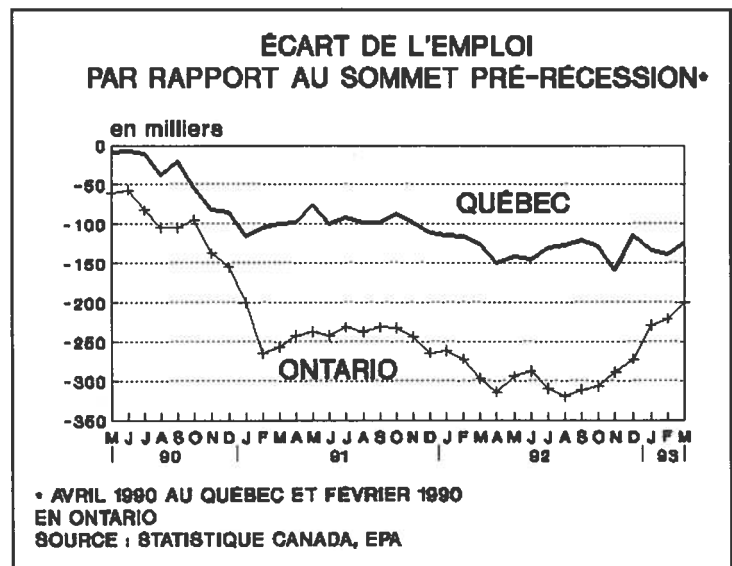
Rédacteur: Léonel Plasse et
Daniel Marchand
Économistes



Volume 5
Numéro 4
Le 15 avril 1993

Évolution des principaux indicateurs

- La plus récente prévision du **CONFERENCE BOARD DU CANADA** laisse entrevoir une progression de **3,5 %** du PIB canadien en 1993. Ce sont les exportations à destination des É.U. qui favoriseront la progression de notre économie. Les consommateurs demeureront cependant très prudents dans leurs dépenses.
- Selon les dernières données de l'**INDICE PRÉCURSEUR DESJARDINS (IPD)**, l'économie québécoise poursuit toujours une lente progression. Toutefois, les taux d'intérêt relativement peu élevés et la faible progression du prix des maisons devraient favoriser une reprise plus rapide au cours du deuxième semestre de 1993.
- La reprise se concrétise plus rapidement en Ontario qu'au Québec si on se fie aux indicateurs économiques de mars. En effet, la province voisine a continué à combler les emplois perdus depuis le début de la récession et ce pour le troisième mois consécutif. Depuis le début de l'année, l'écart de l'emploi par rapport au sommet prérécession s'est rétréci de 72 000 emplois en Ontario, mais s'est élargi de 5 000 emplois au Québec. Depuis la fin de 1991, l'écart est demeuré presque constant au Québec, alors que la progression a été remarquable en Ontario depuis le milieu de 1992.



Bureau fédéral de
développement régional
(Québec)

Federal Office of
Regional Development
(Québec)

Canada

L'INFORMATEUR ÉCONOMIQUE est une publication mensuelle dont le but est de renseigner ses lecteurs sur les plus récents développements à caractère économique touchant le Québec et ses régions.

Les informations contenues dans le bulletin mensuel sont tirées de quotidiens et d'hebdomadaires, ainsi que de revues et autres publications couvrant l'économie québécoise. Les données statistiques proviennent en majeure partie de Statistique Canada.

Les commentaires et les suggestions des lecteurs sont les bienvenus. Si vous désirez que votre nom soit ajouté à la liste d'envoi, veuillez nous faire parvenir vos coordonnées à l'adresse suivante :

Bureau fédéral de développement régional (Québec)
Direction de la planification et de l'évaluation
a/s de Madame Loraine Deschênes
800, Tour de la Place Victoria, C.P. 247
Montréal (Québec) H4Z 1E8

téléphone : (514) 283-8786
télécopieur : (514) 283-8429

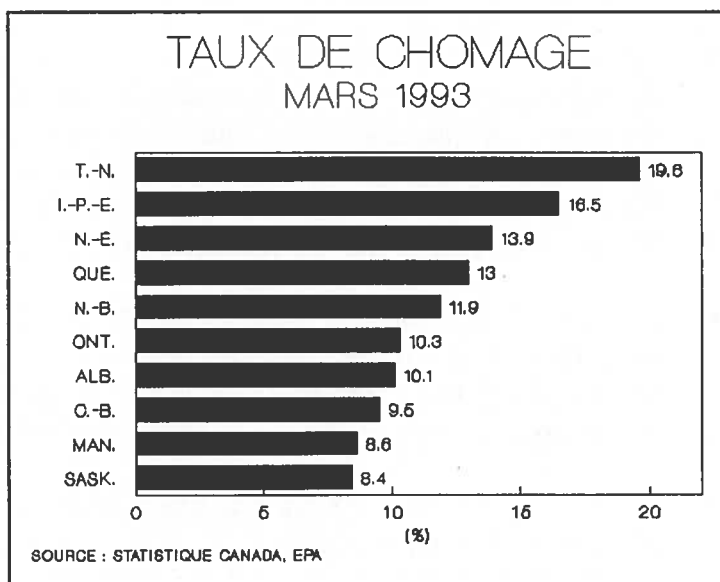
L'INFORMATEUR ÉCONOMIQUE est produit par la direction de la Planification et de l'évaluation, Direction générale Politiques et liaison. Le Groupe Communications Canada en assure la photocopie et la distribution.

Les rédacteurs de la publication sont:

Léonel Plasse
&
Daniel Marchand.

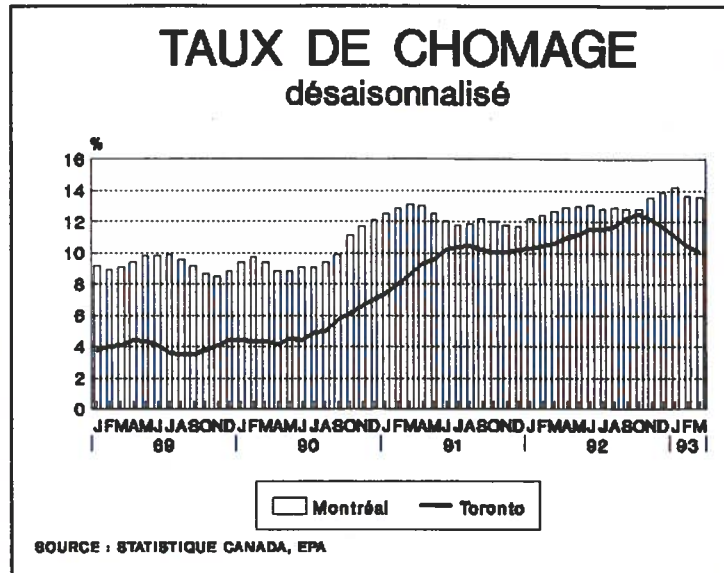
- En mars, l'emploi a augmenté de 14 000 au Québec par rapport au mois précédent. Pendant la même période, l'Ontario gagnait 20 000 emplois et l'ensemble du Canada 48 000. Par rapport à mars 1992, l'emploi a augmenté de 11 000 au Québec et de 96 000 en Ontario. Sur une base annuelle non désaisonnalisée, le Québec a perdu des emplois dans le commerce (-53 000), la construction (-16 000), le secteur primaire (-5 000) et les transports, communications (-4 000). Ces pertes ont été compensées par des gains dans les services (+39 000), l'administration publique (+28 000), les finances (+20 000) et l'industrie manufacturière (+4 000).
- Sur la base d'une moyenne mobile de trois mois, l'emploi a augmenté de 6 000 en mars à **Montréal**, par rapport à février. C'est la plus forte hausse des régions métropolitaines canadiennes. Malgré tout, sur une base annuelle, c'est à Montréal que l'emploi est le plus en baisse (-20 000), comparativement à Edmonton (-14 000), à Toronto (-13 000) et à Hamilton (-10 000). Au Québec, outre Montréal, seule la région métropolitaine de **Chicoutimi-Jonquière** a perdu des emplois (-3 000). Québec avait un niveau d'emploi supérieur de 4 000 et **Sherbrooke** de 2 000. Le niveau de l'emploi à **Trois-Rivières** était identique à celui de l'an dernier.

- Le **taux de chômage** au Québec est demeuré inchangé à 13,0 % en mars par rapport au mois précédent. Il était cependant plus élevé (+0,5 point de pourcentage) qu'à pareille date en 1992. Seulement quatre provinces canadiennes (Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse) avaient en mars dernier un taux de chômage supérieur à l'an dernier. Dans l'ensemble du Canada et en Ontario, le taux de chômage a augmenté en mars par suite de l'arrivée importante de nouveaux candidats sur le marché du travail



à cause de l'amélioration des conditions économiques. Le Québec occupe toujours le quatrième rang au Canada pour le plus haut taux de chômage.

- Malgré une légère baisse, le taux de chômage à **Montréal** en mars était le quatrième plus élevé au Canada et le deuxième si on exclut les régions métropolitaines québécoises. Au cours de la récession, les taux de chômage de Montréal et de Toronto s'étaient rapprochés graduellement pour atteindre un niveau presque équivalent en octobre 1992. Depuis cette date, la reprise s'est manifestée avec beaucoup plus de vigueur à Toronto, de sorte que les écarts des taux de chômage des deux villes s'élargissent progressivement. En mars cet écart s'établissait à 3,5 points de pourcentage.



- Les données non désaisonnalisées, sur la base d'une moyenne mobile de trois mois, indiquent que seulement trois régions du Québec ont réussi à abaisser leur taux de chômage par rapport à l'an passé. Ce sont **Québec et Québec-Sud** (-0,4 point de pourcentage), l'**Estrie** (-1,7 point) et surtout l'**Abitibi-Témiscamingue** (-3,7 points). À l'autre extrémité, le taux de chômage a augmenté de 4 points de pourcentage au **Saguenay-Lac-Saint-Jean**, de 3,8 points dans le **Bas-Saint-Laurent** et de 2,9 points en **Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine**.
- Bien que les faillites personnelles au Québec aient augmenté de 1,1 % en janvier dernier, par rapport à décembre, elles ont cependant diminué de 5,9 % par rapport à la même période l'an passé. Quant aux faillites commerciales, elles ont diminué de 1,3 % en janvier, soit la première baisse à survenir depuis le mois d'août 1992.
- Les perspectives de l'économie américaine se sont beaucoup améliorées depuis les prévisions de décembre dernier. En effet, selon de nouvelles prévisions, l'économie de nos voisins du Sud croîtrait de 3,6 % cette année, comparativement à 2,9 % prévu en décembre. Les toutes récentes données indiquent que l'expansion économique aux États-Unis sera généralisée. Quant aux emplois, ils étaient en hausse de 160 000 en janvier et de 365 000 en février. Bien que la hausse enregistrée en février comprenait surtout des emplois à temps partiel, elle indique néanmoins qu'on assistera en 1993, à une hausse importante de la demande des consommateurs américains.

Revue des régions (du 16 mars au 13 avril 1993) :

ENSEMBLE DES RÉGIONS

Principaux événements :

- Le Canada a décidé le 1er avril dernier d'imposer un droit anti-dumping aux exportateurs d'acier de différents pays. En effet, ces derniers auraient écoulé au Canada leur production d'acier à un prix en dessous du coût de production. Parmi les pays visés, on retrouve la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis. Les tarifs imposés varient de 8,7 % à 87,3 %, en fonction de l'importance de leur infraction.
- La **SOCIÉTÉ FÉDÉRALE POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS (SEE)** souhaite augmenter de 50 % sa capacité d'emprunt au cours des prochaines années. La SEE est actuellement autorisée à emprunter au maximum 10 fois la valeur de son capital. En vertu du projet de loi C-118, la SEE pourra porter ce chiffre à 15. La SEE est un organisme qui finance les acheteurs étrangers de produits canadiens ou qui assure les exportateurs canadiens contre d'éventuelles mauvaises créances. L'organisme fédéral, qui est présent sur tous les continents du globe, a engagé des sommes de **3,6 milliards \$** auprès d'entreprises québécoises en 1992. Les exportations québécoises ont atteint 25,6 milliards \$.
- Au cours des cinq prochaines années, le gouvernement fédéral aidera l'industrie des pâtes et papiers à mettre au point des procédés moins polluants et des produits de meilleure qualité. Le montant d'aide du fédéral sera de 45 millions \$. Cet appui financier aura un effet de levier sur ce que le secteur privé investit dans la recherche et le développement à long terme. De plus, Ottawa payera à l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers (ACPPP) la moitié des coûts pour établir un bureau à Bruxelles, siège de la Communauté économique européenne.
- Pour éviter une catastrophe, les 11 000 acériculteurs du Québec viennent de mettre sur pied le **REGROUPEMENT POUR LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'ÉRABLE DU QUÉBEC INC.** Leurs problèmes viennent du fait qu'ils n'arrivent pas à écouler les 28 millions de livres d'excédents de sirop, accumulés au cours des dernières années, tandis que des dettes de 40 millions \$ s'accumulent.

Principaux investissements :

- Une somme de **36,6 millions \$**, pour un investissement total de **164,3 millions \$**, a été injectée dans douze centres de recherche au Québec depuis la mise en place du **PROGRAMME D'AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS DE RECHERCHE (PAER)**, en septembre 1992. Ce programme est administré par le Bureau fédéral de développement régional (BFDR(Q)).

- Pour l'ensemble du Québec, **LE BUREAU FÉDÉRAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (QUÉBEC)** a accordé des contributions au montant de 19,9 millions \$ en mars pour des investissements de plus de 181 millions \$. Plus de 1 500 emplois seront ainsi créés ou préservés dans les 83 projets de développement.

MONTREAL

Principaux événements :

- Depuis son entrée en activité, en janvier dernier, **INNOVATECH** a déjà cautionné neuf projets de recherche pour des investissements de **43,6 millions \$**. Tous ces projets concernent des innovations dans des secteurs de pointe, notamment la recherche médicale et les hautes technologies. Ces projets ont créé 102 emplois et le maintien de 78 autres. Innovatech a comme mandat d'accroître la capacité d'innovation technologique des entreprises de la région métropolitaine de Montréal et de contribuer ainsi au redressement de l'économie de tout le Québec. Pour ce faire, l'organisme essaie d'obtenir un effet de levier moyen de l'ordre de quatre pour ses investissements, et possède un budget de 300 millions \$.
- L'activité immobilière est au point mort, à Montréal, et ce, malgré les taux hypothécaires relativement bas et le choix très vaste des options. Le mois de mars s'est soldé par une diminution marquée de 14 % des transactions enregistrées, soit la troisième baisse consécutive depuis le début de l'année. Le chômage serait la cause principale de ce marasme. Les consommateurs ont peur de perdre leur emploi. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la construction domiciliaire connaîtra un léger regain d'activité en 1993 dans la région de Montréal, alors que le volume total des mises en chantier augmentera de 4 %. Il s'agira de la première hausse à survenir au cours des six dernières années.

Contrats accordés :

- **NOVA-QUINTECH**, qui s'est portée acquéreur de l'usine d'autobus **MCI** de Saint-Eustache, serait sur le point d'obtenir le contrat pour la fabrication de 300 autobus pour les neuf commissions de transport québécoises. Le contrat serait évalué à plus de **100 millions \$**. La fabrication des autobus s'échelonnera sur une période de deux ans.
- La firme d'ingénierie **SNC-LAVALIN INTERNATIONAL INC.** a signé récemment un contrat d'une valeur de **5 millions \$** avec Saudi Aramco d'Arabie Saoudite. SNC devra réaliser la première phase d'un projet de modernisation des systèmes de contrôle du complexe de gaz de la compagnie saoudienne.

Principaux investissements :

- **DUPONT PHARMA** a annoncé, au début d'avril, un plan quinquennal d'investissement de **14,7 millions \$** au Québec, dans le domaine de la recherche pharmaceutique. De ce montant, **7,5 millions \$** seront consacrés à la recherche fondamentale. Ce secteur d'activités est accordé en sous-traitance à **BIO-RECHERCHES**, un laboratoire privé situé à Senneville, dans l'ouest de l'île de Montréal. Le reste de l'investissement de recherche sera consacré au domaine de la transplantation d'organes.

Le **BUREAU FÉDÉRAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (QUÉBEC)** a accordé en mars des contributions de **6,3 millions \$** dans la région de Montréal en vertu de ses divers programmes. Ces contributions sont réparties dans **20 projets** qui nécessiteront des investissements de près de **32 millions \$** et créeront ou conserveront **431 emplois**.

Mises à pied :

- La compagnie **ÉLECTROVERT LTÉE** de La Prairie, qui fabrique des équipements spécialisés destinés à l'industrie de l'assemblage électronique, fermera graduellement ses portes au cours des douze prochains mois. Cette fermeture entraînera la perte de **275 emplois**. La société mère de Londres a décidé de fermer cette entreprise dans le but de restructurer et de consolider ses filiales.

RÉGIONS CENTRALES

Contrats accordés :

- La compagnie **ROUSSEAU MÉTAL** de Saint-Jean-Port-Joli a obtenu un contrat de **1,5 million \$** de la part du gouvernement fédéral. La compagnie fabriquera des systèmes de rangement. **Vingt-cinq employés** seront rappelés au travail à la fin d'avril.

Principaux investissements :

- Les ministres québécois et fédéral de la santé, MM. Marc-Yvan Côté et Benoît Bouchard ont annoncé une subvention de **23,4 millions \$** pour la construction de deux centres de recherche, l'un à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, l'autre à l'Hôtel-Dieu de Québec. Ces hôpitaux recevront respectivement **9,3 millions \$** et **14,1 millions \$**. On prévoit que les centres de recherche seront prêts dans deux ans. Le nombre de chercheurs passera de **26 à 54** et le personnel augmentera de **240 personnes**, passant de **190 à 430**.

- Les gouvernements du Québec et du Canada se sont associés financièrement à la société Intrawest pour réaliser le développement de la station touristique du Mont-Temblant. L'investissement des gouvernements dans le premier volet de ce projet s'élèvera à **20 millions \$** et s'effectuera en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique. L'appui financier du gouvernement canadien à la phase I s'élèvera à 10 millions \$ et sera remboursable.
- Dans un deuxième temps, les gouvernements pourraient compléter leur aide par le versement d'une somme supplémentaire pouvant atteindre **14 millions \$** sous forme de contribution remboursable ou de garantie de prêt, dans l'éventualité d'un investissement dans un projet hôtelier important. La société Intrawest pense investir une somme évaluée à **413 millions \$** au cours des cinq prochaines années. Cet investissement majeur permettra de créer près de 5 500 emplois à plein temps pendant les travaux de construction et près de 1 000 emplois permanents par la suite.
- Le **GOVERNEMENT DU QUÉBEC** a deux projets visant la consolidation et le développement de l'Aquarium et du Jardin Zoologique du Québec situés respectivement à Sainte-Foy et Charlesbourg. Le coût de ces deux projets est évalué à plus de **62 millions \$**. Le gouvernement du Québec recherche des partenaires privés pour réaliser ces projets.
- **L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS** et la **SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE CHETLIN** investissent **40 millions \$** dans un ensemble de bureaux et de condos situé à Sainte-Foy. Le projet sera réalisé en deux phases. Pour ce faire, toutefois, la ville de Sainte-Foy devra procéder à une modification au zonage du secteur et le projet fera l'objet d'une consultation publique.
- Les **INDUSTRIES JAMES MACLAREN** investira **37,6 millions \$** pour traiter les effluents de l'usine de pâte kraft de Thurso. Les nouvelles installations auront une double utilité puisqu'elles serviront également à traiter les eaux usées de la ville de Thurso avant d'être rejetées dans la rivière Outaouais.
- On construira à Lac-Saint-Charles (région de Québec) un projet résidentiel évalué à **25 millions \$**. Il s'agit d'un projet important pour la municipalité, puisque aucun développement important n'avait été annoncé sur le territoire depuis 1976. La réalisation du projet "La Lorraine" entraînera la construction de plus de 800 maisons unifamiliales, jumelées et en rangées, au cours des cinq prochaines années.
- Le musée des sciences naturelles, le "**NATURALIUM**", sera construit dans le vieux port de Québec ce printemps. La construction du musée coûtera près de **6 millions \$**. Le projet est entièrement financé par le secteur privé. Le Naturalium devrait ouvrir ses portes à la fin mai ou au début juin.

- **LE BUREAU FÉDÉRAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (QUÉBEC)** a approuvé 27 projets dans les régions centrales (sans Montréal) en mars dernier. Les contributions autorisées atteignent 12,1 millions \$ pour des investissements totaux de 144,7 millions \$. Ces projets contribueront à maintenir ou à créer 1 058 emplois.

Mises à pied :

- **LES PRODUITS CHIMIQUES EXPRO** de Saint-Thimothée, vient de mettre à pied **200 travailleurs** pour une période d'un mois. L'usine, qui fabrique des explosifs et de la poudre propulsive dont la production est exportée à 90 % aux É.-U., est affectée par les compressions budgétaires annoncées par le président Clinton.
- L'entreprise **GICLEURS ASTRA** de Sherbrooke a cessé temporairement ses activités. Cette entreprise fabriquait des têtes de gicleurs et de valves. Une **quinzaine d'employés** se retrouvent ainsi en chômage.

RÉGIONS DE RESSOURCES

Principaux événements :

- L'industrie des pâtes et papiers du Bas-Saint-Laurent a réussi en 1991-1992, dans un contexte de récession, à augmenter son volume de production de 14 %. Pour les 10 premiers mois de 1992, les usines de pâtes et papiers du Bas-Saint-Laurent ont tourné à 88 % de leur capacité comparativement à 85 % pour la période correspondante en 1991.
- Le bilan industriel de la région de KAMOURASKA fait contraste avec celui de beaucoup d'autres régions québécoises habituellement mieux nanties. En effet, malgré une situation difficile en 1992, la région a réussi à augmenter ses emplois manufacturiers de quelque 382, soit une hausse de 18 %. La valeur des livraisons a enregistré une hausse de 12 % pour atteindre la valeur de 336 millions \$. Ce sont les secteurs des produits métalliques et des équipements de transports en commun qui sont responsables de la bonne performance de la région. Ces secteurs emploient 60 % de la main-d'oeuvre industrielle de Kamouraska.
- À la suite de l'annonce l'automne dernier de coupures draconiennes dans les quotas de pêche du poisson de fond dans le Golfe Saint-Laurent, la Société des pêches de Newport ainsi que le groupe Gaspé Cure devront importer un total de 10 000 à 12 000 tonnes de morue du Pacifique et de la mer de Barents si elles veulent maintenir leurs activités. Au moins 350 emplois liés aux pêches sont présentement en jeu.

Principaux investissements :

- La compagnie de télécommunications **QUÉBEC-TÉLÉPHONE** prévoit investir **320 millions \$** au cours des cinq prochaines années dans l'expansion et la modernisation de son réseau. Une grande partie de ce budget sera affectée à la conversion des infrastructures locales de distribution à la fibre optique.
- **TEMBEC** construira à Témiscaming une centrale électrique au coût de **150 millions \$**. L'énergie électrique ainsi produite sera vendue à Hydro-Québec et la vapeur sera utilisée par Tembec à ses usines de pâtes et de cartonnage. Le projet fournira de l'emploi à 200 personnes durant la construction puis créera une quinzaine d'emplois permanents pour le fonctionnement de la centrale.
- La compagnie **PRELCO** de Rivière-du-Loup investira 4 millions \$ pour fabriquer de nouveaux produits de verre trempé et laminé. Ce projet permettra la création de 30 emplois. La compagnie bénéficiera d'une subvention non remboursable de 900 000 \$ du Bureau fédéral de développement régional.
- On aménagera à Normandin (près de Dolbeau au Lac-St-Jean) les **GRANDS JARDINS** qui sera un immense jardin décoratif sur un terrain de plus de 100 acres. Le gouvernement fédéral investira **1,5 million \$** dans ce projet. Celui-ci nécessitera des immobilisations totales évaluées à **3,4 millions \$**. Ce projet engendrera d'importantes retombées économiques et contribuera fortement aux efforts consentis par le milieu pour promouvoir le circuit touristique autour du Lac-Saint-Jean. L'aide a été accordée par le Bureau fédéral de développement régional (Québec) en vertu du **PROGRAMME DE SOUTIEN AUX PROJETS D'ATTRAITES ET D'INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES (PSAIT)**.
- Les gouvernements du Québec et du Canada ont annoncé le 1er avril dernier la mise sur pied d'un programme conjoint de rachat volontaire des permis de pêche commerciale au saumon sur la Côte-Nord. Ce programme constitue un volet important du Programme de développement économique du saumon (PDES). Une enveloppe budgétaire globale pouvant atteindre **3,2 millions \$**, qui s'ajoute aux 24 millions \$ déjà consentis au PDES, sera consacrée à la mise en oeuvre de ce programme. Les sources de fonds proviendront à 70 % du gouvernement fédéral et à 30 % du gouvernement du Québec. D'une durée de deux ans, ce plan de rachat volontaire des permis de pêche commerciale vise prioritairement les 62 pêcheurs commerciaux de la Côte-Nord exerçant leurs activités entre la rivière Saguenay et la rivière Olomane.
- Le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec), l'honorable Benoît Bouchard, a annoncé le 24 mars dernier une subvention de **425 000 \$** à la scierie **BOIS-AISÉ** de Roberval. Cette usine a été détruite par le feu au début d'avril 1992. Cet

investissement fédéral souscrit aux objectifs du programme intitulé "Investir dans la croissance". La reconstruction de l'usine est évaluée à 2,1 millions \$. Le projet comprend la construction de bâtisses et la mise en place d'équipements modernes pour le refendage, le rabotage et l'éboutage du bois. La réalisation de ce projet sauvegardera 45 emplois. L'aide est accordée en vertu du volet industriel du PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES (PDE-I).

- Le gouvernement fédéral a accordé une aide financière de **648 000 \$** à la **SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE LA GASPÉSIE INC.** pour l'agrandissement et la modernisation des installations du Musée de la Gaspésie. Le projet nécessitera des investissements totaux de **720 000 \$**. Ce projet entraînera la création de deux emplois permanents en plus de contribuer à accroître l'achalandage du Musée. L'aide est accordée en vertu du volet touristique du PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES (PDE-T). C'est le Bureau fédéral de développement régional (Québec) qui administre ce programme dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des régions du Québec.
- Au total, **LE BUREAU FÉDÉRAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (QUÉBEC)** a accordé en mars dernier des contributions de 1,5 million \$ dans les régions de ressources pour un investissement total de 4,9 millions \$. Les 36 projets permettront la création de 30 emplois.

Mises à pied :

- L'usine **TULINOR** de Grandes-Bergeronnes, sur la Côte-Nord, a dû déclarer faillite. Une **trentaine d'employés** perdent ainsi leur emploi. L'usine fabriquait des tuiles de granit. La récession serait la cause principale de la fermeture de l'usine.
- L'usine laitière de **LACTEL**, située à Trois-Pistoles, a fermé ses portes au milieu de mars. Elle employait une **vingtaine de travailleurs**. Un groupe de personnes de la région tenteront cependant de relancer l'usine en y fabriquant des produits spécialisés comme, par exemple, l'huile de beurre de qualité.

**EMPLOI
PAR PROVINCE**
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Terre-Neuve	189	183	188	187	6	1
Ile-du-Prince-Édouard	55	55	53	54	0	2
Nouvelle-Écosse	359	359	361	360	0	-2
Nouveau-Brunswick	296	290	289	290	6	7
Québec	2965	2951	2954	2952	14	11
Ontario	4806	4786	4710	4731	20	96
Manitoba	492	490	482	485	2	10
Saskatchewan	438	438	444	438	0	-6
Alberta	1229	1236	1237	1238	-7	-8
Colombie-Britannique	1540	1539	1502	1526	1	38
Canada	12376	12328	12223	12261	48	153
En milliers						
Source: Statistique Canada, EPA						

EMPLOI*
PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE
(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
St-John's (Terre-Neuve)	67	67	69	69	0	-2
Halifax	153	152	151	151	1	2
Saint John (Nouveau-Brunswick)	56	56	52	55	0	4
Chicoutimi-Jonquière	53	53	56	54	0	-3
Québec	287	290	283	287	-3	4
Montréal	1371	1365	1391	1373	6	-20
Trois-Rivières	51	51	51	50	0	0
Sherbrooke	58	57	56	55	1	2
Ottawa-Hull	444	443	440	440	1	4
Sudbury	65	65	59	62	0	6
Toronto	1781	1777	1794	1772	4	-13
Hamilton	284	281	294	288	3	-10
St. Catharines - Niagara	141	142	145	142	-1	-4
London	174	173	160	167	1	14
Windsor	116	113	118	114	3	-2
Kitchener - Waterloo	194	190	188	187	4	6
Thunder Bay	57	58	60	58	-1	-3
Oshawa	121	117	105	106	4	16
Winnipeg	301	299	299	297	2	2
Régina	89	89	89	88	0	0
Saskatoon	84	84	87	84	0	-3
Calgary	358	359	357	361	-1	1
Edmonton	362	365	376	368	-3	-14
Vancouver	818	822	816	821	-4	2
Victoria	127	126	129	125	1	-2

* Emploi: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

EMPLOI*

PAR RÉGION ÉCONOMIQUE

(Données non-désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	25	24	27	29	1	-2
Bas-Saint-Laurent	65	67	76	76	-2	-11
Saguenay - Lac-Saint-Jean	106	107	109	112	-1	-3
Québec et Québec-Sud	410	416	412	428	-6	-2
Mauricie - Bois-Francs	182	181	180	193	1	2
Estrie	111	112	106	111	-1	5
Montérégie	518	514	542	541	4	-24
Montréal-Centre et Laval	871	880	894	899	-9	-23
Laurentides	180	180	158	180	0	22
Lanaudière	141	141	123	142	0	18
Outaouais	136	136	133	136	0	3
Abitibi-Témiscamingue	59	59	53	59	0	6
Côte-Nord - Nord-du-Québec	41	43	40	44	-2	1
Province de Québec	2846	2860	2853	2951	-14	-7

*Emploi: Moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**CHOMEURS
PAR PROVINCE**
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Terre-Neuve	46	46	49	48	0	-3
Ile-du-Prince-Édouard	11	11	11	11	0	0
Nouvelle-Écosse	58	57	55	56	1	3
Nouveau-Brunswick	40	38	44	42	2	-4
Québec	442	441	423	441	1	19
Ontario	551	532	559	575	19	-8
Manitoba	46	45	53	50	1	-7
Saskatchewan	40	42	38	41	-2	2
Alberta	138	124	130	130	14	8
Colombie-Britannique	162	166	174	174	-4	-12
Canada	1537	1500	1538	1566	37	-1
En milliers						
Source: Statistique Canada, EPA						

CHOMEURS PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE

(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
St-John's (Terre-Neuve)	12	12	14	12	0	-2
Halifax	17	17	15	17	0	2
Saint John (Nouveau-Brunswick)	6	6	8	7	0	-2
Chicoutimi-Jonquière	11	11	7	9	0	4
Québec	34	34	37	36	0	-3
Montréal	216	216	203	210	0	13
Trois-Rivières	9	9	8	9	0	1
Sherbrooke	8	8	8	9	0	0
Ottawa-Hull	37	38	42	42	-1	-5
Sudbury	10	9	6	9	1	4
Toronto	200	208	215	228	-8	-15
Hamilton	38	37	30	36	1	8
St. Catharines - Niagara	20	20	16	22	0	4
London	15	15	16	15	0	-1
Windsor	15	16	16	17	-1	-1
Kitchener - Waterloo	19	19	16	20	0	3
Thunder Bay	7	7	5	7	0	2
Oshawa	12	13	14	14	-1	-2
Winnipeg	35	36	40	37	-1	-5
Régina	8	8	7	8	0	1
Saskatoon	11	11	9	11	0	2
Calgary	39	39	42	41	0	-3
Edmonton	44	42	47	45	2	-3
Vancouver	83	82	83	83	1	0
Victoria	13	12	12	11	1	1

* Chômeurs: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

CHOMEURS*
PAR RÉGION ÉCONOMIQUE
(Données non désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	8	8	8	8	0	0
Bas-Saint-Laurent	15	16	13	14	-1	2
Saguenay - Lac-Saint-Jean	23	23	18	20	0	5
Québec et Québec-Sud	54	50	56	51	4	-2
Mauricie - Bois-Francs	34	33	29	30	1	5
Estrie	15	16	17	16	-1	-2
Montréal	84	79	77	70	5	7
Montréal-Centre et Laval	156	149	150	149	7	6
Laurentides	30	29	24	26	1	6
Lanaudière	26	25	21	21	1	5
Outaouais	19	19	17	18	0	2
Abitibi-Témiscamingue	8	8	10	9	0	-2
Côte-Nord - Nord-du-Québec	9	8	7	7	1	2
Province de Québec	481	464	448	438	17	33

*Chômeurs: En milliers, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

**TAUX DE CHOMAGE
PAR PROVINCE**
(Données désaisonnalisées)

Provinces	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Terre-Neuve	19,6	20,1	20,7	20,3	-0,5	-1,1
Ile-du-Prince-Édouard	16,5	16,6	17,4	17,5	-0,1	-0,9
Nouvelle-Écosse	13,9	13,7	13,2	13,5	0,2	0,7
Nouveau-Brunswick	11,9	11,6	13,2	12,5	0,3	-1,3
Québec	13,0	13,0	12,5	13,0	0,0	0,5
Ontario	10,3	10,0	10,6	10,8	0,3	-0,3
Manitoba	8,6	8,4	9,9	9,4	0,2	-1,3
Saskatchewan	8,4	8,8	7,9	8,5	-0,4	0,5
Alberta	10,1	9,1	9,5	9,5	1,0	0,6
Colombie-Britannique	9,5	9,7	10,4	10,3	-0,2	-0,9
Canada	11,0	10,8	11,2	11,3	0,2	-0,2

En pourcentage
Source: Statistique Canada, EPA

TAUX DE CHOMAGE* PAR RÉGION MÉTROPOLITAINE

(Données désaisonnalisées)

Régions métropolitaines	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
St-John's (Terre-Neuve)	15,3	15,7	16,5	15,2	-0,4	-1,2
Halifax	10,2	10,2	9,1	10,2	0,0	1,1
Saint John (Nouveau-Brunswick)	9,9	9,3	12,7	11,0	0,6	-2,8
Chicoutimi-Jonquière	17,1	16,7	11,8	14,8	0,4	5,3
Québec	10,7	10,6	11,6	11,2	0,1	-0,9
Montréal	13,6	13,7	12,7	13,3	-0,1	0,9
Trois-Rivières	14,8	15,1	13,3	15,7	-0,3	1,5
Sherbrooke	11,6	12,8	12,1	13,7	-1,2	-0,5
Ottawa-Hull	7,6	8,0	8,8	8,7	-0,4	-1,2
Sudbury	12,9	12,4	9,7	12,3	0,5	3,2
Toronto	10,1	10,5	10,7	11,4	-0,4	-0,6
Hamilton	11,7	11,6	9,3	11,0	0,1	2,4
St. Catharines - Niagara	12,4	12,4	9,8	13,2	0,0	2,6
London	8,0	7,7	9,0	8,4	0,3	-1,0
Windsor	11,4	12,6	11,8	12,9	-1,2	-0,4
Kitchener - Waterloo	9,0	9,2	8,0	9,7	-0,2	1,0
Thunder Bay	10,4	10,4	7,7	10,4	0,0	2,7
Oshawa	9,3	9,7	11,9	11,9	-0,4	-2,6
Winnipeg	10,5	10,7	11,7	11,1	-0,2	-1,2
Régina	8,3	8,6	7,1	8,5	-0,3	1,2
Saskatoon	11,8	12,0	9,7	11,7	-0,2	2,1
Calgary	9,9	9,9	10,6	10,1	0,0	-0,7
Edmonton	10,9	10,4	11,0	11,0	0,5	-0,1
Vancouver	9,2	9,1	9,2	9,2	0,1	0,0
Victoria	9,2	8,6	8,7	8,4	0,6	0,5

*Taux de chômage: En pourcentage, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

TAUX DE CHOMAGE* PAR RÉGION ÉCONOMIQUE

(Données non désaisonnalisées)

Régions économiques du Québec	Mar 93	Fév 93	Mar 92	Moyenne des 12 derniers mois	Variation Mar93 / Fév93	Variation Mar93 / Mar92
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	25,2	24,4	22,3	22,0	0,8	2,9
Bas-Saint-Laurent	18,5	19,0	14,7	15,2	-0,5	3,8
Saguenay - Lac-Saint-Jean	17,9	17,5	13,9	15,4	0,4	4,0
Québec et Québec-Sud	11,6	10,7	12,0	10,6	0,9	-0,4
Mauricie - Bois-Francs	15,8	15,5	14,1	13,5	0,3	1,7
Estrie	12,1	12,6	13,8	13,0	-0,5	-1,7
Montérégie	13,9	13,4	12,4	11,4	0,5	1,5
Montréal-Centre et Laval	15,2	14,5	14,4	14,2	0,7	0,8
Laurentides	14,1	13,9	13,3	12,5	0,2	0,8
Lanaudière	15,8	15,2	14,6	12,6	0,6	1,2
Outaouais	12,2	12,5	11,4	11,5	-0,3	0,8
Abitibi-Témiscamingue	12,2	12,1	15,9	13,4	0,1	-3,7
Côte-Nord - Nord-du-Québec	17,3	15,9	15,7	13,7	1,4	1,6
Province de Québec	14,5	14,0	13,6	12,9	0,5	0,9

*Taux de chômage: En pourcentage, moyenne mobile de trois mois

Source: Statistique Canada, EPA

Alma:
Rita Tremblay, Directrice
418-668-3084 / 1-800-463-9808

Drummondville:
René Gélinas, Directeur
819-478-4664 / 1-800-567-1418

Hull:
Guillaume Donati, Directeur
819-994-7442 / 1-800-263-4689

**Laurentides, Montérégie
et Outaouais**
René Gélinas, Directeur
514-283-7834 / 1-800-263-4689

Montréal:
Georges-Henri Goulet, Directeur
514-283-7557 / 1-800-263-4689

Nord-du-Québec:
Carole Collier, Directrice
514-283-8148 / 1-800-561-0633

Québec:
Vianney Tanguay, Directeur
418-648-4826 / 1-800-463-5204

Rimouski:
Christian Audet, Directeur
418-722-3282 / 1-800-463-9073

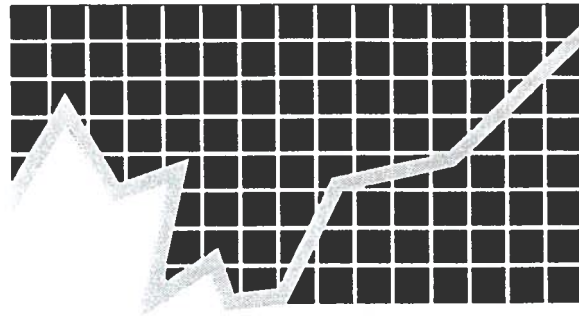
Sept-Îles:
Robert Audet, Directeur
418-968-3426 / 1-800-463-1707

Sherbrooke:
Normand Bégin, Directeur
819-564-5904 / 1-800-567-6084

Trois-Rivières:
Claude Lortie, Directeur
819-371-5182 / 1-800-567-8637

Val d'Or:
Léo Couture, Directeur
819-825-5260 / 1-800-567-6451

L'OUTIL DE VOTRE ESSOR



En matière de développement régional, il faut des outils adaptés aux particularités de chaque région.

Le Bureau fédéral de développement régional (Québec) administre une gamme de programmes d'aide financière répondant aux besoins des entreprises et des organismes régionaux. Ces programmes peuvent appuyer, entre autres, des projets:

- d'établissement, d'expansion ou de modernisation d'entreprise;
- de développement, d'acquisition ou d'intégration de nouvelles technologies;

- de recherche et de développement;
- de développement touristique et industriel.

En vue de mieux répondre aux besoins spécifiques des régions, le BFDR(Q) est représenté dans chacune des régions du Québec.

Le Bureau fédéral de développement régional (Québec), l'outil et le partenaire qui peut assurer l'essor de votre entreprise.

Canada



Bureau fédéral de
développement régional
(Québec)

Federal Office of
Regional Development
(Québec)